

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 27 (2020)
Heft: 1: Schweiz und Ostasien : Vernetzungen und Verflechtungen = Suisse et Asie de l'Est : réseaux et interconnexions

Autor: Cordoba, Cyril / Gillabert, Matthieu / Knüsel, Ariane
Vorwort: Suisse et Asie de l'Est : réseaux et interconnexions = Schweiz und Ostasien : Vernetzungen und Verflechtungen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Éditorial

Suisse et Asie de l'Est: réseaux et interconnexions

Et si l'histoire de la Suisse s'écrivait en Asie?¹ En se départissant de l'idée éculée du «petit pays» à part, ce numéro de *traverse* ouvre une perspective d'histoire suisse envisagée depuis l'Asie de l'Est. En s'écartant des clichés rebattus, il met en lumière les réseaux et les connexions de personnes, de marchandises, d'idées et de concepts qui rendent possible une nouvelle approche de l'histoire de la Confédération.

En Suisse comme ailleurs, l'histoire transnationale et l'histoire globale connaissent un engouement depuis une dizaine d'années.² Pour cette raison, les relations entre la Suisse et l'Asie de l'Est, qui n'avaient attiré que peu l'attention, ont récemment été au centre de plusieurs projets de recherche. Jusque-là, le nombre limité de publications académiques portant sur les interactions entre ces deux régions se concentrait avant tout sur les échanges officiels – souvent bilatéraux – entre la Suisse et le Japon ou la Chine,³ leurs perceptions mutuelles,⁴ leurs relations économiques⁵ ou sur les missions chrétiennes en Asie.⁶ Tandis que les études consacrées à la Suisse et au Japon, respectivement à la Chine, se sont cantonnées à des thématiques politiques et économiques, les publications sur la Suisse et la Corée ont avant tout porté sur la participation suisse à la mission de Corée.⁷

Au cours de ces dernières années, plusieurs projets de recherche soutenus par le Fonds national suisse ont été consacrés aux relations entre l'Europe et l'Asie de l'Est.⁸ Ceux-ci ont donné lieu à un certain nombre de publications, de thèses de doctorat et à une thèse d'habilitation, qui ne se sont plus restreints à l'étude d'acteurs traditionnels des relations bilatérales. En abandonnant toute dichotomie séparant un Occident actif d'une Asie passive, ces travaux ont proposé une histoire davantage focalisée sur des interconnexions économiques, des mouvements culturels transnationaux et des réseaux de différentes natures.⁹

En revanche, très peu d'historien·ne·s est-asiatiques se sont jusqu'à aujourd'hui intéressé·e·s à la Suisse. Cela s'explique notamment par le fait que les récits nationaux chinois, taïwanais, japonais et coréens n'accordent presque aucune importance à leurs relations passées avec ce pays. Selon ces discours officiels, la

Confédération helvétique n'a pas joué de rôle majeur dans leur politique extérieure et n'a pas non plus représenté un partenaire commercial de poids.¹⁰ Ce manque d'intérêt s'explique également par des obstacles linguistiques. En effet, toute analyse d'archives et de littérature suisses exige un certain nombre de connaissances en allemand et en français, mais aussi souvent en anglais et en italien.

De leur côté, les chercheurs et les chercheuses suisses font aussi face à un certain nombre de difficultés liées à la langue dès lors qu'il s'agit de travailler avec des documents d'origine est-asiatique. Il faut en effet compter plusieurs années d'études pour espérer atteindre un niveau suffisant de chinois, de japonais ou de coréen permettant de se lancer de manière indépendante dans un travail d'analyse en archives. Or, il n'existe en Suisse aucune filière d'études coréennes, tandis que la sinologie et la japonologie ne sont enseignées qu'à Zurich et à Genève. Ainsi, beaucoup d'historien·ne·s travaillant sur les relations entre l'Occident et l'Asie de l'Est ne peuvent pas lire les langues des pays concernés. Cette problématique a notamment été discutée en 2018 lors d'une conférence à l'EuropaInstitut de l'Université de Bâle, consacrée à la *global diplomacy*,¹¹ où il a été question de la nécessité ou non, pour les historien·ne·s, de maîtriser les langues est-asiatiques pour travailler sur l'histoire de cette région. En effet, sans l'aide d'un traducteur ou d'une traductrice, les fonds d'archives asiatiques demeurent pour beaucoup complètement insondables. Cette situation comporte donc le risque d'un retour à un modèle historiographique daté, limité à des recherches sur des acteurs tels que les diplomates et les missionnaires, très présents dans les fonds d'archives occidentaux.

Cependant, même pour les historien·ne·s suisses maîtrisant une langue est-asiatique, un certain nombre de problèmes demeurent. En Chine, l'accès aux archives reste par exemple très limité, alors qu'au Japon, d'importantes sources relatives à la Seconde Guerre mondiale ont été détruites en 1945.¹² En revanche, les restrictions ne sont pas aussi importantes à Taïwan et en Corée du Sud.

La recherche est également confrontée au fait que plusieurs aspects de l'histoire chinoise demeurent encore tabous pour les historien·ne·s. Il en est ainsi du massacre de la place Tiananmen de 1989 et de la Révolution culturelle (1966–1976), des événements qui ont impliqué des étrangers·ères, mais sur lesquels il demeure presque impossible de travailler en Chine. Au Japon également, le gouvernement et certains groupes politiques tentent de faire obstacle aux recherches portant sur des sujets sensibles: ces conditions particulières n'empêchent pourtant pas les historien·ne·s japonais·es de se pencher sur les thèmes en question. C'est dans ce contexte que le Gouvernement japonais est intervenu en 2015 auprès des maisons d'édition américaines qui avaient publié des manuels scolaires contenant quelques lignes à propos de la prostitution forcée de femmes asiatiques durant la

Seconde Guerre mondiale et sur les massacres et les viols de masse commis par les soldats japonais entre 1937 et 1938 à Nanjing. Cette initiative a été sévèrement critiquée par les historien·ne·s américain·e·s, sans que cela pousse le Gouvernement japonais à revoir sa position.¹³ Il ne faut pourtant pas oublier que les cas chinois et japonais ne sont pas uniques, puisque dans beaucoup de pays, l'accès aux archives n'est pas totalement ouvert. En Europe, les historien·ne·s sont parfois empêché·e·s de traiter certains aspects du passé, comme en témoigne le cas de la Suisse. Il n'y a pas si longtemps, l'accès à des archives économiques liées aux relations entre la Confédération et l'Afrique du Sud a été volontairement limité.¹⁴

Tout en étant conscients des défis que rencontrent les chercheuses et les chercheurs en histoire connectée, en histoire globale et en histoire postcoloniale, nous postulons dans ce numéro de *traverse* qu'il vaut la peine d'interroger ces relations multiples de la Suisse avec l'Asie de l'Est. À ce titre, rappelons que l'expression d'«Asie de l'Est» est sujette à caution, tant elle relève d'une construction géopolitique, économique et sociohistorique en constante évolution, qui échappe à la réalité complexe des territoires.¹⁵ Si l'influence du confucianisme a donné une certaine cohérence à cette région, les traces laissées par l'expérience de l'impérialisme y ont été très diverses: tandis que la Corée a été colonisée et que la Chine a été le réceptacle de différentes sphères d'influence de pouvoirs étrangers occidentaux et japonais – ce qui a été décrit comme un «*informal imperialism*»¹⁶ –, le Japon a, quant à lui, exercé un pouvoir colonial en Corée et en Chine. Le concept d'«Asie de l'Est» nous permet donc surtout d'analyser un tissu de relations variées entre cet espace complexe et la Suisse, en adoptant une perspective transnationale et en nous affranchissant des cadres nationaux pour interroger le rôle de l'Asie de l'Est dans la globalisation de la Suisse. À ce titre, rappelons que cette région est récemment devenue un partenaire commercial et politique de premier plan pour la Confédération. Berne a d'ailleurs mené à bien des accords bilatéraux de libre-échange avec la Chine et le Japon, ainsi que des traités conclus via l'AELE (Association européenne de libre-échange) avec la Corée du Sud et Hong Kong. Dans l'optique de retracer les prémisses d'un tel rapprochement, nous nous sommes fixés trois objectifs.

Le premier consiste à éviter une histoire bilatérale et institutionnelle entre la Suisse et l'Asie de l'Est. Au contraire, les contributions montrent toute une variété d'acteurs et de réseaux, sans épuiser toutes les catégories sociales. Si les diplomates, les négociants et les journalistes sont bien représentés dans ce numéro, il n'en est pas de même des soldats et des congrégations religieuses, par ailleurs très présents dans l'historiographie traditionnelle. De même, il n'a pas été possible de réunir des contributions abordant frontalement les rapports de genre dans ces activités qui relient deux espaces éloignés géographiquement et culturelle-

ment: ces rapports se modifient-ils en s'éloignant de la Suisse? La variété des liens – personnels, professionnels, institutionnels – présentés dans ce numéro construit des représentations diversifiées et même contradictoires de l'Autre en Suisse. Cette histoire apparemment loin de la Suisse a donc une implication tout à fait locale sur les perceptions du monde présentes dans ce pays et sur les rapports de pouvoir qu'elles induisent parfois derrière le couvert de la «fascination» pour l'Orient.¹⁷ Celle-ci repose en effet souvent sur l'idée d'un prétendu immobilisme de cette région, contrastant avec une supposée modernité occidentale. Si des études ont démenti toute vision unilatérale des choses, il n'en reste pas moins que cette vision était bien présente en Suisse et dans d'autres pays ne possédant formellement de colonies tout en étant malgré tout impliqués au sein de pratiques coloniales.¹⁸ Cette perspective postcoloniale, tangible dans les articles sans toujours être clairement explicitée, est extrêmement stimulante pour repenser l'histoire de la Suisse à partir de l'extérieur.

Deuxièmement, ce numéro a pour ambition d'interroger la présence suisse en Asie de l'Est sous l'angle de son imbrication avec d'autres actrices et acteurs de l'expansion occidentale depuis le XIX^e siècle. Cette perspective transimpériale permet là aussi d'éviter le piège de l'exceptionnalité des relations entre la Suisse et l'Asie de l'Est.¹⁹ Elle montre au contraire que des Suisses s'insèrent avec plus ou moins de célérité dans une expansion économique de l'Europe industrielle vers l'Asie, renforcée par un soutien étatique, que ce soit par l'envoi de missions officielles ou le développement d'un réseau consulaire. Le cas de l'*International Settlement* à Shanghai (Julian Wettengel) où se jouent des concurrences et des collaborations entre puissances occidentales montre que l'histoire économique et la tradition humanitaire de la Suisse doivent être envisagées dans une perspective globale.

Le troisième objectif de ce numéro est de montrer comment l'Asie de l'Est a contribué à moderniser la Suisse. Si cette région n'a pas le monopole de la globalisation et de l'implication de la Suisse dans les politiques impériales, elle n'en demeure pas moins un laboratoire parmi d'autres de la globalisation culturelle, économique, voire écologique, dans le cas de reporters suisses arpenter ces contrées (Claude Hauser). Cette histoire enchevêtrée se développe en effet entre deux lieux asymétriques sur le plan de la démographie, du rapport à l'État-nation et des repères culturels. Et les facultés d'adaptation d'acteurs et d'actrices suisses et asiatiques à ce contexte interculturel suscitent de nouvelles formes de coopération sur les plans économique, politique et culturel.

Les trois premiers articles de ce dossier thématique sont consacrés aux relations économiques tissées entre la Suisse et l'Asie de l'Est au cours des XIX^e et XX^e siècles. Pascal Lottaz s'intéresse premièrement à la manière dont la diplomatie helvétique a permis l'établissement de relations commerciales en Asie

en tirant parti des structures développées par d'autres puissances coloniales. Il met également en avant l'influence de magnats de l'industrie (les «barons fédéraux») dans les prises de décision politiques soutenant les efforts de maisons de commerce telles que Siber & Brennwald dans la région. C'est sur l'activité de cette dernière que se penche la contribution d'Alexis Schwarzenbach en analysant notamment les documents personnels du marchand Hermann Siber, établi entre 1866 et 1872 dans le port de Yokohama. Ceux-ci révèlent la place centrale qu'ont tenue ses relations privées dans la création d'un réseau économique transnational, et en particulier son amitié avec Furukawa Ichibé, qui est devenu un partenaire incontournable pour ses activités de commerce de la soie dans la région. Dans le troisième chapitre de ce volet, l'étude de Pierre-Yves Donzé analyse l'implantation réussie de l'entreprise Nestlé au Japon dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'auteur se concentre sur la notion d'adaptabilité, appliquée non seulement aux biens de consommation (Nescafé, Kit Kat), mais aussi à la localisation du management, qui a permis à l'entreprise d'acquérir une expérience primordiale pour renforcer sa compétitivité.

Dans un deuxième temps, les articles de Julian Wettengel et Cyril Michaud exposent deux cas d'étude où des Suisses se distinguent comme des acteurs politiques prenant part à des jeux de pouvoir et d'influence d'ampleur internationale. Wettengel présente pour sa part la figure de Richard von der Crone, dirigeant de la principale maison de commerce suisse en Asie (Volkart Brothers), qui a participé à l'administration coloniale de Shanghai en siégeant tout au long des années 1940 au sein du Conseil municipal de la ville. L'auteur analyse les attributs qui ont fait de von der Crone une personnalité de choix pour les autorités, en tant que représentant d'un pays neutre et en vertu de ses nombreux réseaux commerciaux. Michaud s'intéresse, quant à lui, aux relations de la République de Chine avec le Réarmement moral (RAM), un mouvement protestant anglo-saxon implanté dans le Caux-Palace de Montreux. Il se penche en particulier sur la tournée en Suisse d'une pièce de théâtre de propagande anticommuniste taïwanaise (*Le Dragon*) encadrée par le RAM et bénéficiant de l'appui de multiples personnalités du monde politique et économique helvétique.

Enfin, les trois dernières contributions de ce numéro sont consacrées à des échanges culturels, médiatisant et mettant en scène un certain nombre de discours et de représentations. Claude Hauser retrace l'évolution du photojournalisme suisse en Asie dans la seconde moitié du XX^e siècle au prisme de la question environnementale. Il démontre ainsi comment, entre fascination et autoreprésentation, des figures telles que Werner Bischof, Fernand Gigon et Frédéric Koller ont voulu montrer, dénoncer ou alerter l'opinion sur les atteintes de l'être humain à la nature. Pour sa part, Laurent Tissot se penche sur le tourisme asiatique en Suisse, représentant une manne financière gigantesque pour l'indus-

trie hôtelière helvétique. Il explique notamment à quel point les destinations prisées par les voyageurs chinois et japonais (essentiellement des stations alpines et lacustres) révèlent des imaginaires et des pratiques de consommation encore très imprégnés par la vision de paysages immaculés. Pour terminer, l'article d'Anna Herren revient sur un reportage de Walter Bosshard, qui a couvert en 1934 le couronnement de l'empereur Puyi à la tête de l'État fantoche du Mandchoukouo. En analysant les clichés et les tapuscrits du photoreporter suisse, l'autrice s'intéresse à la manière dont celui-ci a rendu compte du narratif construit par la propagande japonaise à l'intention des journalistes étrangers.

Ainsi, en mettant au jour toute la variété des réseaux, des interconnexions et des transferts culturels entre la Suisse et l'Asie de l'Est, ces contributions ouvrent de nouveaux horizons pour rapprocher et encourager les échanges entre deux historiographies apparemment très éloignées. Ce numéro thématique s'inscrit donc dans une perspective résolument globale, en poursuivant les efforts déployés depuis plusieurs années en faveur d'une approche transnationale de l'histoire suisse.

Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Notes

- 1 Les éditeurs remercient Martin Dusinger et Daniel Hedinger pour leurs remarques constructives sur les premières versions de cette introduction.
- 2 Voir notamment: Nathalie Büsser et al., «Histoire transnationale de la Suisse», *Annuaire suisse d'histoire économique et sociale* 34 (2020); Pierre Eichenberger et al., «Beyond Switzerland. Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *Traverse* 17/1 (2017), 137–152; André Holenstein, *Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte*, Baden 2014; Thomas Maissen, «Schweizergeschichte im Zeitalter der Globalisierung», in Pascale Meyer et al. (éd.), *Geschichte Schweiz. Katalog der Dauerausstellung im Landesmuseum Zürich*, Zurich 2009, 16–17.
- 3 Ariane Knüsel, ««Armée de la pensée de Mao Tsé-toung, on peut résoudre tous les problèmes». L'influence de la Révolution culturelle sur les relations entre la Suisse et la République populaire de Chine», *Relations internationales* 163/3 (2015), 29–46; Patrick Ziltener (éd.), *Handbuch Schweiz – Japan. Manuel des relations nippo-suisse*, Zurich 2010; Roger Mottini, *Tell in Tōkyō. Schweizerisch-japanische Begegnungen von den Anfängen bis 1914*, Munich 2009; Paul Hugger (éd.), *China in der Schweiz. Zwei Kulturen in Kontakt*, Zurich 2005; Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine. Une continuité impossible? 1946–1955*, Louvain-la-Neuve 2004; Yufang Zhou, *Die Exterritorialitätsrechte der Schweiz in China (1918–1946)*, Francfort-sur-le-Main, Berne 2003; Regula Stämpfli, «Die Schweiz und China, 1945–1950», *Studien und Quellen* 13/14 (1988), 163–224; Howard Dubois, *Die Schweiz und China*, Berne 1978.
- 4 Paul Akio Nakai, *Preussen, die Schweiz und Deutschland aus Japanischer Sicht. Modernisierung, Politik, Krieg und Frieden*, Munich 2014; Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012; Martial Pasquier, Mirja Weiss Richard, Nadia Yersin, *Das Image der Schweiz im Ausland. Mit Fallbeispiel China*, Berne 2009; Franz Hintereder-Emde, «Stereotypen bei der Kulturvermitt-

- lung. Überlegungen zu Heidi und dem Bild der Schweiz in Japan», in Atsuko Omuki, Thomas Pekar (éd.), *Figuration – Defiguration. Beiträge zur transkulturellen Forschung*, Munich 2006, 373–383; Harald Meyer (éd.), *Asiatische Studien 58, Das Bild der Schweiz in Japan. Rezeptionsformen im 20. Jahrhundert* (2004); id., «Direkte Demokratie und Neutralität als Gesellschaftsmodell? Zum Schweiz-Bild im Japan des 20. Jahrhunderts», *OAG Notizen 1* (2003), 8–23.
- 5 Pierre-Yves Donzé, «*Rattraper et dépasser la Suisse*». *Histoire de l'industrie horlogère japonaise de 1850 à nos jours*, Neuchâtel 2014; Ariane Knüsel, «A Tricky Business. Swiss Perceptions of Informal Imperialism in China in the 1920s», *Journal of Modern Chinese History 2* (2014), 210–229; Ziltener (voir note 3); Steffen Erik Milner, «Japan. Der wichtigste Handelspartner der Schweiz in Asien», *Die Volkswirtschaft 77/10* (2004), 56–62; Stefan Sigerist, *Schweizer in Asien. Präsenz der Schweiz bis 1914*, Schaffhouse 2001; Thomas Straubhaar, «Die Wirtschaftsbeziehungen der Schweiz mit China. Bisherige Erfahrungen – zukünftige Chancen», *Wirtschaftspolitische Mitteilungen 41/9* (1985), 1–29.
- 6 Fritz Frei, «L'avvicinamento alla Cina. Il caso della Società delle Missioni Estere die Betlemme, Immensee», in Pier Francesco Fumagalli, Gerardo Rigozzi et Luca Saltini (éd.), *Occidente verso la Cina*, Lugano 2008; Thoralf Klein, *Die Basler Mission in Guangdong (Südchina). 1859–1931*, Munich 2002; Willy Rüegg, *Die Chinesische Revolution in der Berichterstattung der Basler Mission*, Zurich 1988; Ambros Rust, *Die Bethlehem-Missionare Immensee (Schweiz)*, Fribourg 1961.
- 7 Oskar Pfenninger, Irène Bourquin, *Im Niemandsland von Panmunjom. Schweizer in Korea 1955/56*, vol. 1, Frauenfeld 2017; Christian Birchmeier, «60 Jahre Schweizer Militärdelegation in der NNSC, Panmunjom, Korea, 1953–2013», *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift 179/9* (2013). Un article fait exception: Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss, Sandra Bott, «Choosing Sides in the Global Cold War. Switzerland, Neutrality and the Divided States of Vietnam and Korea», *International History Review 37/5* (2015), 1014–1036.
- 8 Parmi ceux-ci, figurent notamment les projets «Sino-Swiss Relations during the Cold War. An Unbreakable Link (1949–1989)» sous la direction de Claude Hauser à Fribourg, «A Global History of Swiss Diplomacy, 1848–1975» sous la direction de Madeleine Herren-Oesch à Bâle, et «Verkabelungen. Chinesisch-Schweizerische Verflechtungen digitaler Infrastrukturen seit 1970» sous la direction de Monika Dommann à Zurich. Alexis Schwarzenbach dirige quant à lui le projet «Silk History since 1800» à la Haute École de Lucerne, consacré aux réseaux de marchands de soie helvétiques en Asie. Il existe également d'autres projets de recherche sur l'Europe et l'Asie de l'Est, ainsi que sur l'histoire est-asiatique au sein des universités de Zurich et de Genève.
- 9 Voir par exemple les contributions de Julian Wettengel et d'Alexis Schwarzenbach dans ce numéro; Ariane Knüsel, ««White on the Outside but Red on the Inside». Switzerland and Chinese Intelligence Networks During the Cold War», *Cold War History* (2019), 1–18; Cyril Cordoba, Liu Kaixuan, «Unconditional Followers of the PRC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s–1980s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (éd.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leyde 2018, 85–107; Cyril Cordoba, *Au-delà du Rideau de Bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949–1989)*, thèse de doctorat à l'Université de Fribourg 2019; Ariane Knüsel, *China and Switzerland in the Cold War. Political and Economic Relations, 1949–1989*, Habilitation à l'Université de Fribourg 2019.
- 10 Cette vision a été contredite, en tout cas en ce qui concerne la Chine durant la guerre froide: Cyril Cordoba, «La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident», *Annuaire de la SSHES 34* (2020), à paraître; Ariane Knüsel, «Small Country – Great Importance. Switzerland and the Chinese Presence in Europe during the 1950s and 1960s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (voir note 9), 42–61.
- 11 «International Conference on Global Diplomacy», www.dodis.ch/en/events/international-conference-global-diplomacy (9. 12. 2019).

- 12 Daniel Hedinger, «A Global Conspiracy? The Berlin-Tokyo-Rome Axis on Trial and its Impact on the Historiography of the Second World War», *Journal of Modern European History* 14/4 (2016), 500–521.
- 13 Alexis Dudden, «Standing with Historians of Japan», 1. 3. 2015, www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/march-2015/letter-to-the-editor-standing-with-historians-of-japan (9. 12. 2019); «Open Letter in Support of Historians in Japan», *The Asia-Pacific Journal*, 11. 5. 2015, <https://apjpf.org/-Asia-Pacific-Journal-Feature/4828/article.html> (9. 12. 2019).
- 14 Georg Kreis, *La Suisse et l'Afrique du Sud 1948–1994*, Genève 2007, 30–41.
- 15 Gwi-Ok Kim, «Building a Peaceful East Asian Community. Origins of a Regional Concept and Visions for a Global Age», *Asian Perspective* 37/2 (2013), 233–254; Mark Beeson, «Rethinking Regionalism. Europe and East Asia in Comparative Historical Perspective», *Journal of European Public Policy* 12/6 (2005), 969–985; Takashi Terada, «Constructing an «East Asian» Concept and Growing Regional Identity. From EAEC to ASEAN+3», *The Pacific Review* 16/2 (2003), 251–277; Dajin Peng, «The Changing Nature of East Asia as an Economic Region», *Pacific Affairs* 73/2 (2000), 171–191.
- 16 Jürgen Osterhammel, «Semi-Colonialism and Informal Empire in Twentieth-Century China. Towards a Framework of Analysis», in Jürgen Osterhammel, Wolfgang J. Mommsen (éd.), *Imperialism and After. Continuities and Discontinuities*, Londres 1986, 290–314.
- 17 Edward Said, *Orientalism*, New York 1979; Haun Saussy, *Great Walls of Discourse and Other Adventures in Cultural China*, Cambridge, Londres 2001.
- 18 Barbara Lüthi, Francesca Falk, Patricia Purtschert, «Colonialism without Colonies. Examining Blank Spaces in Colonial Studies», *National Identities* 18/1 (2016), 3–4; Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (éd.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015.
- 19 Daniel Hedinger, Nadin Heé, «Transimperial History. Connectivity, Cooperation and Competition», *Journal of Modern European History* 16/4 (2018), 429–452; Bernhard C. Schär, «From Batticaloa via Basel to Berlin. Transimperial Science in Ceylon and Beyond around 1900», *The Journal of Imperial and Commonwealth History* (2019), 1–33; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011.

Editorial

Schweiz und Ostasien: Vernetzungen und Verflechtungen

Was wäre, wenn die Geschichte der Schweiz in Ostasien geschrieben worden wäre?¹ Diese Ausgabe von *traverse* hat zwar nicht zum Ziel, Schweizer Geschichte aus der Perspektive Ostasiens neu zu schreiben, doch will sie die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien neu beleuchten – weg von abgedroschenen Klischees hin zu Vernetzungen und Verflechtungen von Personen, Waren, Ideen und Konzepten, die uns auch einen neuen Blick auf die Schweizer Geschichte ermöglichen.

Transnationale Geschichte und Globalgeschichte sind seit über zehn Jahren im Trend, auch in der Schweiz.² Dabei fanden allerdings die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien bislang nur wenig Beachtung. Bis vor kurzer Zeit befassten sich die akademischen Publikationen über die Schweiz und Ostasien hauptsächlich mit traditionellen historiografischen Themen wie den offiziellen (bilateralen) Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan beziehungsweise China,³ der gegenseitigen Wahrnehmung,⁴ dem wirtschaftlichen Austausch⁵ und Missionarsgesellschaften.⁶ Während Studien über die Schweiz und Japan beziehungsweise China vorwiegend politische und wirtschaftliche Themen behandeln, thematisieren die meisten Publikationen über die Schweiz und Korea die Schweizer Teilnahme an der Koreamission.⁷

In den letzten Jahren haben sich mehrere Forschungsprojekte mit der Schweiz und Ostasien befasst, die vom Schweizerischen Nationalfonds unterstützt wurden beziehungsweise werden.⁸ Bis jetzt sind aus diesen Projekten mehrere Publikationen, Dissertationen und eine Habilitation hervorgegangen, die sich nicht mehr nur auf typische Akteur*innen in offiziellen bilateralen Rahmen begrenzen, sondern auch den Fokus weg von der historiografischen Dichotomie des aktiven Westens und passiven Ostasiens hin zu einer Geschichte der wirtschaftlichen Verflechtungen, transnationalen kulturellen Bewegungen und Netzwerken verschiedenster Art richten.⁹

Generell gibt es in ostasiatischen Ländern fast keine Historiker*innen, die sich mit der Schweiz befassen. Einerseits kann dies damit erklärt werden, dass den Beziehungen zur Schweiz in der offiziellen chinesischen, taiwanesischen, japa-

nischen und koreanischen Geschichtsschreibung kein grosser Stellenwert beigemessen wird, da die Schweiz für diese Länder gemäss ihrer offiziellen Geschichtsschreibung weder als aussenpolitischer noch als wirtschaftlicher Partner eine grosse Rolle gespielt hat.¹⁰ Ein weiterer Grund für die wenigen Studien und Publikationen sind sprachliche Hindernisse. So erfordert doch eine Analyse von Schweizer Archivbeständen, Quellensammlungen und Sekundärliteratur Kenntnisse in Deutsch, Französisch und oft auch in Englisch sowie Italienisch.

Auch Schweizer Forscher*innen sind linguistischen Hindernissen ausgesetzt, wenn sie sich mit ostasiatischen Quellen und Literatur befassen möchten: Chinesisch, Japanisch und Koreanisch sind nur nach jahrelangem intensivem Sprachstudium auf einem Niveau zu meistern, das eine selbstständige Analyse von Archivbeständen in diesen Sprachen ermöglicht. In der Schweiz wird Koreanistik gar nicht als Studiengang angeboten, Sinologie und Japanologie nur in Zürich und Genf. Viele westliche Historiker*innen, die sich mit den bilateralen Beziehungen westlicher Länder mit Ostasien befassen, können keine dieser Sprachen lesen. 2018 wurde an der «global diplomacy»-Konferenz des Europainstituts in Basel¹¹ deshalb auch äusserst lebhaft diskutiert, ob es überhaupt angemessen ist, wenn westliche Historiker*innen die bilateralen Beziehungen westlicher Länder mit Ostasien erforschen, ohne die jeweilige ostasiatische Sprache zu beherrschen. Bleibt ihnen das asiatische Archivgut doch verschlossen, wenn sie keine Übersetzer*innen als Hilfskräfte haben. Somit besteht die Gefahr, dass Historiker*innen zurück in die veralteten historiografischen Muster von ostasiatischen bilateralen Beziehungen zurückfallen beziehungsweise sich auf die traditionellen Akteure internationaler Beziehungen wie Diplomat*innen und Missionar*innen begrenzen, da diese in westlichen Archivbeständen stark vertreten sind.

Aber sogar jene Schweizer Historiker*innen, welche die relevanten ostasiatischen Sprachen für ihre Forschungsthemen beherrschen, sehen sich mit Problemen konfrontiert. In China sind Archive nur sehr beschränkt zugänglich. Während die Lage diesbezüglich in Taiwan und Südkorea und besonders in Japan viel besser ist als in China, existieren hier andere Probleme. Beispielsweise wurde 1945 in Japan viel relevantes Material über den Zweiten Weltkrieg zerstört.¹²

Ein weiteres Problem für Forscher*innen ist, dass verschiedene Aspekte der chinesischen Geschichte tabu für Historiker*innen in diesen Ländern sind. Ereignisse wie zum Beispiel die Kulturrevolution (1966–1976) oder das Tiananmen-Massaker (1989) betrafen auch Ausländer. Es ist aber praktisch unmöglich, zu diesen Themen in China offiziell zu forschen. Auch in Japan versuchen die Regierung und bestimmte Gruppierungen, das Forschen über gewisse Themen zu unterbinden. Trotz dieser schwierigen Bedingungen gibt es aber japanische Historiker*innen, die auch diese Themen untersuchen.

Die japanische Regierung hat 2015 sogar bei Schulbuchverlagen in den USA interveniert, weil deren Schulbücher einige Zeilen über die Zwangsprostitution von Asiatinnen im Zweiten Weltkrieg und über die Massaker und Massenvergewaltigungen japanischer Soldaten 1937 und 1938 in Nanjing enthielten. Dies wurde zwar von internationalen Historiker*innen heftig kritisiert, scheint aber die japanische Regierung nicht gross beeindruckt zu haben.¹³ Man darf aber nicht vergessen, dass die Situation in China und Japan beileibe nicht einzigartig ist. In vielen Ländern sind Archive nicht offen zugänglich und sogar in Europa werden Historiker*innen daran gehindert, bestimmte Aspekte der nationalen Vergangenheit aufzuarbeiten. So hatten in der Schweiz Historiker*innen zum Beispiel vor einigen Jahren nur begrenzt Zugang zu den Beständen in Wirtschaftsarchiven, welche die Beziehungen zwischen der Schweiz und Südafrika behandeln.¹⁴

Im Bewusstsein der Herausforderungen, denen sich Forscher*innen in den Bereichen Netzwerkgeschichte, Weltgeschichte und postkolonialer Geschichte gegenübersehen, argumentieren wir in dieser Ausgabe, dass es sich lohnt, die vielfältigen Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien zu untersuchen. In diesem Zusammenhang darf nicht vergessen werden, dass der Begriff «Ostasien» ein sich ständig weiterentwickelndes geopolitisches, wirtschaftliches und sozialhistorisches Konstrukt ist, das sich nicht mit der komplexen territorialen Realität deckt.¹⁵ Der Einfluss des Konfuzianismus führt zwar zu einer gewissen Einheit, jedoch unterscheiden sich die Erfahrungen etwa bezüglich des Imperialismus stark – so wurde Korea kolonialisiert, während in China die fremden Mächte Interessenssphären etablierten, also «informal imperialism» betrieben,¹⁶ und Japan schliesslich war selbst als Kolonialmacht in Korea und China aktiv. Der Begriff «Ostasien» ermöglicht es uns, das vielfältige Beziehungsgeflecht zwischen diesem Raum und der Schweiz mittels einer transnationalen Perspektive zu analysieren und uns gleichzeitig vom nationalen Rahmen zu lösen, indem wir die Rolle Ostasiens bei der Globalisierung der Schweiz hinterfragen. Zudem hat Ostasien in letzter Zeit als finanzieller beziehungsweise politischer Partner auch immer mehr an Bedeutung für die Schweiz gewonnen. So hat die Schweiz mit China und Japan bilaterale Freihandelsabkommen abgeschlossen, während sie mit Südkorea und Hongkong via Europäische Freihandelsassoziation (EFTA) Freihandelsabkommen hat. Wir haben uns deshalb für diese Ausgabe die folgenden drei Ziele gesetzt:

Erstens geht es darum, eine bilaterale und institutionelle Geschichte zwischen der Schweiz und Ostasien möglichst zu vermeiden. Stattdessen befassen sich die Beiträge mit verschiedenen Akteur*innen und Netzwerken. Manche sozialen Kategorien konnten leider nicht berücksichtigt werden: Während Kaufleute, Diplomat*innen und Journalist*innen beziehungsweise Fotograf*innen in dieser Ausgabe gut vertreten sind, fehlen in der traditionellen Historiografie beliebte

Akteur*innen wie Soldaten und Missionar*innen. Auch fehlen Beiträge, die sich mit Geschlechterverhältnissen befassen: Ändern sich diese, wenn sie sich von der Schweiz entfernen? Die in dieser Ausgabe behandelten Akteur*innen bildeten Verbindungen verschiedener Art – persönlich, professionell, institutionell – und die ostasiatischen Länder fungierten für sie in erster Linie als vielfältige und sogar widersprüchliche Konstrukte des Anderen. Asiatische Erfahrungen regten die Fantasie in der Schweiz an. Diese scheinbar weit von der Schweiz entfernte Geschichte hatte daher eine sehr lokale Auswirkung auf die Wahrnehmungen der Welt in der Schweiz und auf die Machtverhältnisse, die manchmal der «Faszination» für den Osten unterlagen.¹⁷ Diese postkoloniale Perspektive, die in den Artikeln präsent ist, aber nicht immer klar erklärt wird, regt an, die Geschichte der Schweiz von aussen zu überdenken. Tatsächlich basiert die Faszination oft auf der Idee einer vermeintlichen Passivität dieser Region, im Gegensatz zu der aktiven beziehungsweise unternehmerischen westlichen Welt. Obwohl Studien diese unilaterale Sichtweise widerlegt haben, ist dieses Bild dennoch in der Schweiz und in anderen Ländern präsent, die keine formalen Kolonien besaßen, aber trotzdem in koloniale Praktiken involviert waren.¹⁸

Zweitens soll in dieser Ausgabe die schweizerische Präsenz in Ostasien im Hinblick auf ihre Verflechtung mit anderen Akteur*innen der westlichen Expansion seit dem 19. Jahrhundert untersucht werden. Mit einer solchen transimperialen Perspektive kann vermieden werden, dass die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien als Sonderfall präsentiert werden, in dem die Schweiz als nichtimperialer Akteur fungiert.¹⁹ Sie zeigt stattdessen auf, wie die Schweizer*innen in die wirtschaftliche Expansion Europas nach Asien involviert waren, auch mit staatlicher Unterstützung, sei es durch offizielle diplomatische Missionen oder den Aufbau eines konsularischen Netzwerks. Der Fall des International Settlement in Shanghai (Wettengel), ein Ort des Wettbewerbs und der Kollaboration zwischen den Westmächten, zeigt beispielsweise auf, dass die Schweizer Wirtschaftsgeschichte und die humanitäre Tradition der Schweiz aus einer globalen Perspektive betrachtet werden müssen.

Das dritte Ziel dieser Ausgabe, mit dem auch eine Aufforderung zur weiteren Erforschung dieses Themas einhergeht, ist zu zeigen, wie Ostasien zur Modernisierung der Schweiz beigetragen hat. Ostasien war nicht alleine für die Globalisierung und das imperiale Engagement der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert verantwortlich, sondern es fungierte unter anderem auch als Labor der kulturellen, wirtschaftlichen und ökologischen Globalisierung von Schweizer Reportern, die sich mit dieser Weltregion befassten (Hauser). Eine solche «entangled history» untersucht Verflechtungen und Transferprozesse zwischen zwei asymmetrischen Orten in Bezug auf Demografie, Beziehung zum Nationalstaat und kulturelle Referenzen. Die Fähigkeit der schweizerischen und asiatischen Ak-

teur*innen, sich an diesen trans- beziehungsweise interkulturellen Kontext anzupassen, trug so auch zu neuen Formen der wirtschaftlichen, politischen und kulturellen Zusammenarbeit bei.

Die ersten drei Artikel widmen sich den Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien im 19. und 20. Jahrhundert. Pascal Lottaz beschreibt, wie die Schweizer Diplomatie zum Aufbau von Handelsbeziehungen in Ostasien beitrug, indem sie sich der bereits existierenden Strukturen anderer Kolonialmächte bediente. Er hebt auch den politischen Einfluss von Industriemagnaten (den «Bundesbaronen») hervor, welche die Bemühungen von Wirtschaftshäusern in Ostasien unterstützten. Alexis Schwarzenbachs Beitrag untersucht die Tätigkeit von Siber & Brennwald von 1866 bis 1872 in Yokohama anhand von persönlichen Dokumenten von Hermann Siber. Diese zeigen den zentralen Platz, den seine privaten Beziehungen bei der Schaffung eines transnationalen Wirtschaftsnetzwerks einnahmen, insbesondere seine Freundschaft mit Furukawa Ichibé, der zu einem wichtigen Partner für Sibers Seidenhandelsaktivitäten in der Region wurde. Im dritten Artikel analysiert Pierre-Yves Donzé die erfolgreiche Gründung von Nestlé in Japan in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts. Er konzentriert sich auf den Begriff der Anpassungsfähigkeit, nicht nur bezüglich Konsumgüter (Nescafé, Kit Kat), sondern auch für den Standort des Managements, was es dem Unternehmen ermöglichte, wichtige Erfahrungen zur Stärkung seiner Wettbewerbsfähigkeit zu sammeln.

Im zweiten Teil präsentieren die Artikel von Julian Wettengel und Cyril Michaud Fallstudien mit Schweizer*innen als politischen Akteur*innen in internationalen Macht- und Einflussspielen. So war Richard von der Crone, Leiter von Volkart Brothers, an der kolonialen Verwaltung Shanghais beteiligt, wo er in den 1940er-Jahren im Stadtrat sass. Zu den Attributen, die gemäss Wettengel zur Wahl von der Cronen durch die Behörden führte, gehörten einerseits seine vielen Handelskontakte, andererseits auch, dass er ein Vertreter eines neutralen Landes war. Michaud interessiert sich für die Beziehungen Taiwans zum Moral Rearmament (RAM), einer angelsächsischen protestantischen Bewegung mit Sitz im Caux-Palast in Montreux. Insbesondere studiert er die Tournee eines taiwanesischen antikommunistischen Propagandaspiels (Le Dragon) in der Schweiz, das vom RAM betreut und von vielen Persönlichkeiten aus Politik und Wirtschaft der Schweiz unterstützt wurde.

Im letzten Teil widmen sich drei Beiträge dem kulturellen Austausch, der Mediation und der Inszenierung einer Reihe von Reden und Aufführungen. Claude Hauser zeichnet die Entwicklung des Schweizer Fotojournalismus in Asien in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts aus der Perspektive der Umweltfrage nach. Auf diese Weise stellt er Persönlichkeiten vor wie Werner Bischof, Fernand Gigon und Frédéric Koller, die zwischen Faszination und Selbstdarstellung die

öffentliche Meinung über die Angriffe der Menschen auf die Natur zeigen, anprangern oder alarmieren wollten. Laurent Tissot befasst sich in seinem Artikel mit dem asiatischen Tourismus in der Schweiz und seinen finanziellen Auswirkungen auf die Schweizer Hotellerie. Tissot erklärt, wie die bei chinesischen und japanischen Reisenden beliebten Schweizer Reiseziele Fantasien und Konsumgewohnheiten offenbaren, die stark von einer ostasiatischen Vision makelloser Schweizer Landschaften geprägt sind. Den Abschluss bildet der Artikel von Anna Herren über Walter Bosshards Berichterstattung der Krönung von Kaiser Puyi 1934 im japanischen Marionettenstaat Manchukuo. Anhand von Fotos und Typoskripten analysiert Herren, wie Bosshard die japanische Propagandaveranstaltung für ausländische Journalist*innen erlebte und über diese berichtete.

Die Beiträge in dieser Ausgabe thematisieren eine Vielfalt von Netzwerken, Verflechtungen und Transferprozessen zwischen der Schweiz und Ostasien. Damit sollen auch neue Perspektiven für einen Austausch oder eine Zusammenführung von scheinbar sehr unterschiedlichen Historiografien geschaffen werden. Das Thema dieser Ausgabe hat deshalb auch eine klar globalgeschichtliche Perspektive und setzt die in den letzten Jahren unternommenen Anstrengungen zur Förderung eines transnationalen Ansatzes in der Schweizer Geschichte fort.

Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Anmerkungen

- 1 Wir danken Martin Dusinberre und Daniel Hedinger für ihre konstruktive Kritik zu früheren Versionen dieser Einleitung.
- 2 Siehe zum Beispiel Nathalie Büsser et al., «Histoire transnationale de la Suisse», *Annuaire suisse d'histoire économique et sociale* 34 (2020); Pierre Eichenberger et al., «Beyond Switzerland. Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *Traverse* 17/1 (2017), 137–152; André Holenstein, *Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte*, Baden 2014; Thomas Maissen, «Schweizergeschichte im Zeitalter der Globalisierung», in Pascale Meyer et al. (Hg.), *Geschichte Schweiz. Katalog der Dauer Ausstellung im Landesmuseum Zürich*, Zürich 2009, 16 f.
- 3 Ariane Knüsel, ««Armé de la pensée de Mao Tsé-toung, on peut résoudre tous les problèmes». L'influence de la Révolution culturelle sur les relations entre la Suisse et la République populaire de Chine», *Relations internationales* 163/3 (2015), 29–46; Patrick Ziltener (Hg.), *Handbuch Schweiz – Japan. Manuel des relations nippon-suisse*, Zürich 2010; Roger Mottini, *Tell in Tōkyō. Schweizerisch-japanische Begegnungen von den Anfängen bis 1914*, München 2009; Paul Hugger (Hg.), *China in der Schweiz. Zwei Kulturen in Kontakt*, Zürich 2005; Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine. Une continuité impossible? 1946–1955*, Louvain-la-Neuve 2004; Yufang Zhou, *Die Exterritorialitätsrechte der Schweiz in China (1918–1946)*, Frankfurt am Main und Bern 2003; Regula Stämpfli, «Die Schweiz und China, 1945–1950», *Studien und Quellen* 13/14 (1988), 163–224; Howard Dubois, *Die Schweiz und China*, Bern 1978.
- 4 Paul Akio Nakai, *Preussen, die Schweiz und Deutschland aus japanischer Sicht. Modernisierung, Politik, Krieg und Frieden*, München 2014; Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012;

- Martial Pasquier, Mirja Weiss Richard, Nadia Yersin, *Das Image der Schweiz im Ausland. Mit Fallbeispiel China*, Bern 2009; Franz Hintereder-Emde, «Stereotypen bei der Kulturvermittlung. Überlegungen zu Heidi und dem Bild der Schweiz in Japan», in Atsuko Onuki, Thomas Pekar (Hg.), *Figuration – Defiguration. Beiträge zur transkulturellen Forschung*, München 2006, 373–383; Harald Meyer (Hg.), *Das Bild der Schweiz in Japan. Rezeptionsformen im 20. Jahrhundert* (Asiatische Studien 58), Bern 2004; ders., «Direkte Demokratie und Neutralität als Gesellschaftsmodell? Zum Schweiz-Bild im Japan des 20. Jahrhunderts», *OAG Notizen* 1 (2003), 8–23.
- 5 Pierre-Yves Donzé, «*Rattraper et dépasser la Suisse*». *Histoire de l'industrie horlogère japonaise de 1850 à nos jours*, Neuchâtel 2014; Ariane Knüsel, «A Tricky Business. Swiss Perceptions of Informal Imperialism in China in the 1920s», *Journal of Modern Chinese History* 2 (2014), 210–229; Ziltener (wie Anm. 3); Steffen Erik Milner, «Japan. Der wichtigste Handelspartner der Schweiz in Asien», *Die Volkswirtschaft* 77/10 (2004), 56–62; Stefan Sigerist, *Schweizer in Asien. Präsenz der Schweiz bis 1914*, Schaffhausen 2001; Thomas Straubhaar, «Die Wirtschaftsbeziehungen der Schweiz mit China. Bisherige Erfahrungen – zukünftige Chancen», *Wirtschaftspolitische Mitteilungen* 41/9 (1985), 1–29.
 - 6 Fritz Frei, «L'avvicinamento alla Cina. Il caso della Società delle Missioni Estere di Betlemme, Immensee», in Pier Francesco Fumagalli, Gerardo Rigozzi, Luca Salitni (Hg.), *Occidente verso la Cina*, Lugano 2008; Thoralf Klein, *Die Basler Mission in Guangdong (Südchina). 1859–1931*, München 2002; Willy Rüegg, *Die Chinesische Revolution in der Berichterstattung der Basler Mission*, Zürich 1988; Ambros Rust, *Die Bethlehem-Missionare Immensee (Schweiz)*, Freiburg 1961.
 - 7 Oskar Pfenninger, Irène Bourquin, *Im Niemandsland von Panmunjom. Schweizer in Korea 1955/56*, Bd. 1, Frauenfeld 2017; Christian Birchmeier, «60 Jahre Schweizer Militärdelegation in der NNSC. Panmunjom, Korea, 1953–2013», *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* 179/9 (2013). Eine Ausnahme bilden Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss, Sandra Bott, «Choosing Sides in the Global Cold War. Switzerland, Neutrality and the Divided States of Vietnam and Korea», *International History Review* 37/5 (2015), 1014–1036.
 - 8 Dazu gehören das Projekt «Sino-Swiss Relations during the Cold War. An Unbreakable Link (1949–1989)» unter der Leitung von Claude Hauser in Fribourg, «A Global History of Swiss Diplomacy, 1848–1975» unter der Leitung von Madeleine Herren-Oesch in Basel und «Verkabelungen. Chinesisch-Schweizerische Verflechtungen digitaler Infrastrukturen seit 1970» unter der Leitung von Monika Dommann in Zürich. An der Hochschule Luzern leitet Alexis Schwarzenbach das Forschungsprojekt «Silk History since 1800», das unter anderem die Netzwerke Schweizer Seidenfirmen in Asien untersucht. Es gibt auch noch verschiedene Forschungsprojekte zu Europa und Ostasien beziehungsweise zur ostasiatischen Geschichte an den Universitäten Zürich und Genf.
 - 9 Siehe zum Beispiel die Beiträge von Julian Wettengel und Alexis Schwarzenbach in dieser Ausgabe; Ariane Knüsel, «White on the Outside but Red on the Inside». Switzerland and Chinese Intelligence Networks during the Cold War», *Cold War History* (2019), 1–18; Cyril Cordoba, Liu Kaixuan, «Unconditional Followers of the PRC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s–1980s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (Hg.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leiden 2018, 85–107; Cyril Cordoba, *Au-delà du Rideau de Bambou. Relations culturelles et amitiés politiques Sino-Suisse (1949–1989)*, Dissertation, Université de Fribourg 2019; Ariane Knüsel, *China and Switzerland in the Cold War. Political and Economic Relations, 1949–1989*, Habilitation, Université de Fribourg 2019.
 - 10 Es konnte allerdings gezeigt werden, dass diese Sichtweise zumindest für China im Kalten Krieg nicht korrekt ist: Cyril Cordoba, «La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident», *Annuaire de la SSHES* 34 (2020); Ariane Knüsel, «Small Country – Great Importance. Switzerland and the Chinese Presence in Europe during the 1950s and 1960s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (wie Anm. 9), 42–61.

- 11 «International Conference on Global Diplomacy», www.dodis.ch/en/events/international-conference-global-diplomacy (9. 12. 2019).
- 12 Daniel Hedinger, «A Global Conspiracy? The Berlin-Tokyo-Rome Axis on Trial and its Impact on the Historiography of the Second World War», *Journal of Modern European History* 14/4 (2016), 500–521.
- 13 Alexis Dudden, «Standing with Historians of Japan», 1. 3. 2015, www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/march-2015/letter-to-the-editor-standing-with-historians-of-japan (9. 12. 2019); «Open Letter in Support of Historians in Japan», *The Asia-Pacific Journal*, 11. 5. 2015, <https://apjpf.org/-Asia-Pacific-Journal-Feature/4828/article.html> (9. 12. 2019).
- 14 Georg Kreis, *La Suisse et l'Afrique du Sud 1948–1994*, Genf 2007, 30–41.
- 15 Gwi-Ok Kim, «Building a Peaceful East Asian Community. Origins of a Regional Concept and Visions for a Global Age», *Asian Perspective* 37/2 (2013), 233–254; Mark Beeson, «Rethinking regionalism. Europe and East Asia in comparative historical perspective», *Journal of European Public Policy* 12/6 (2005), 969–985; Takashi Terada, «Constructing an «East Asian» concept and growing regional identity. From EAEC to ASEAN+3», *The Pacific Review* 16/2 (2003), 251–277; Dajin Peng, «The Changing Nature of East Asia as an Economic Region», *Pacific Affairs* 73/2 (2000), 171–191.
- 16 Jürgen Osterhammel, «Semi-Colonialism and Informal Empire in Twentieth-Century China. Towards a Framework of Analysis», in Jürgen Osterhammel, Wolfgang J. Mommsen (Hg.), *Imperialism and After. Continuities and Discontinuities*, London 1986, 290–314.
- 17 Edward Said, *Orientalism*, New York 1979; Haun Saussy, *Great Walls of Discourse and Other Adventures in Cultural China*, Cambridge 2001.
- 18 Barbara Lüthi, Francesca Falk et Patricia Purtschert, «Colonialism without Colonies. Examining Blank Spaces in Colonial Studies», *National Identities* 18/1 (2016), 3 f.; Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (Hg.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015.
- 19 Daniel Hedinger, Nadin Heé, «Transimperial History. Connectivity, Cooperation and Competition», *Journal of Modern European History* 16/4 (2018), 429–452; Bernhard C. Schär, «From Batticaloa via Basel to Berlin. Transimperial Science in Ceylon and Beyond around 1900», *The Journal of Imperial and Commonwealth History* (2019), 1–33; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011.